

Le Nouvel Ordre Mondial, une opportunité offerte par la crise sanitaire



[Source : sentadepuydt.substack.com]

Par Senta Depuydt

Cela n'a échappé à personne. Sous couvert de réponse à l'urgence sanitaire, les démocraties et leurs économies ont été suspendues partout sur la planète pour être remplacées par des modes de gouvernance autoritaires, secrets et de type militaire.

Progressivement, l'on a découvert un « coup d'état mondial » en cours, une prise de contrôle de la société entière par une élite globale, dont la partie visible est représentée au Forum économique de Davos. Son objectif affiché, est de « saisir l'opportunité de la pandémie pour effectuer un grand reset planétaire vers la 4ème révolution industrielle », soit une société de surveillance et de contrôle par la technologie. Une tentative de transformer l'OMS en un organe de gouvernance mondiale, qui serait légitimé par le motif de l'urgence sanitaire est bien en cours.

Peut-on parler d'un nouvel ordre mondial ?

Commençons par une citation: le 23 novembre 2022, au « World Government Summit », lors du sommet du gouvernement mondial, Macron a appelé à la constitution d'un ordre mondial unique. *« Êtes-vous du côté des États-Unis ou de la Chine ? Parce que maintenant, progressivement, beaucoup de gens aimeraient voir deux ordres dans ce monde. C'est une énorme erreur, même pour les États-Unis et la Chine. Nous avons besoin d'un nouvel ordre mondial unique » !*

Il faut donc en parler publiquement, puisque les chefs d'état ne s'en privent pas et qu'il est indispensable de dénoncer cette atteinte à la souveraineté des peuples. Le projet n'est certes pas nouveau, l'on pourrait remonter aux empires, ou plus récemment à la politique de l'après-guerre avec la mise en place des organisations internationales et les objectifs des politiques américaines et britanniques.

Mais en ce qui concerne l'instrumentalisation du domaine de la santé comme arme de stratégie politique, c'est avec la notion de la lutte internationale

contre le sida que les choses ont commencé à se mettre en place. Et d'après Robert F. Kennedy, Jr qui en a retracé l'historique dans son livre « Anthony Fauci, Bill Gates, Big Pharma: leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique », c'est la rencontre et l'alliance entre Bill Gates et Anthony Fauci en 2010 qui a initié la stratégie de vaccination à l'échelle mondiale. D'abord avec le programme de « la décennie des vaccins », ensuite avec le Global Health Security Agenda.

La ligne de temps de l'urgence sanitaire

Lancé en novembre 2014, l'agenda de la sécurité sanitaire global (Global Health Security Agenda) a été précipité par deux facteurs: d'une part les révélations du lanceur d'alerte du CDC William Thompson qui a avoué noir sur blanc avoir commis une fraude scientifique majeure pour dissimuler le lien entre l'autisme et la vaccination. Et d'autre part, la réponse à cette nouvelle sur les réseaux sociaux qui ont été inondés de témoignages de victimes ayant subis des dommages vaccinaux.

Ces événements qui ont provoqué une véritable panique au sein du cartel des vaccins (et des gouvernements) ont suscité l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan ayant pour objectif de renverser les accusations et de passer à une contre-offensive pour imposer la vaccination à l'échelle planétaire. Etant donné que la plupart des démocraties avaient bétonné les principes du libre choix du patient dans leur constitution ou dans leurs lois sur la santé, l'urgence sanitaire représentait le seul moyen de faire tomber ces obstacles aux obligations vaccinales.

Au sortir de cette première réunion à la Maison Blanche à laquelle participaient l'OMS, différentes organisations onusiennes et les ministres de la santé d'environ 40 pays, la Californie, l'Italie, le Portugal (et sans doute la France) furent désignés comme pays pilotes pour tenter d'étendre les obligations vaccinales, en partant d'une campagne internationale axée sur les dangers du grand retour de la rougeole.

En 2016, lors de la campagne présidentielle aux Etats-Unis, le sujet fut au coeur des débats, notamment suite à la sortie du film Vaxxed qui relayait les aveux de Thompson. Trump prônait la liberté vaccinale et l'ouverture d'une enquête sur les effets secondaires présidée par Robert F. Kennedy, Jr., tandis que Clinton répétait inlassablement que « la terre est ronde, le ciel est bleu et les vaccins sont sûrs ».

En novembre, à la veille de la victoire de Trump, Obama signa avec Bill Gates un gigantesque financement pour lancer le programme du GHSA à l'échelle planétaire. Ensuite Gates fit rapidement comprendre à Trump qu'il devait abandonner toute idée d'étudier la sûreté des vaccins.

En 2017, le débat sur la vaccination qui était particulièrement animé en France, fut complètement passé sous silence durant la campagne électorale, alors que le nouveau gouvernement devait obligatoirement se prononcer sur l'extension des obligations vaccinales. Ce fut l'année du combat des fake

news et des lois de censure, prônées par l'Union européenne et adoptées par une majorité d'états membres.

L'année suivante, à Mar del Plata, le G20 décida d'investir massivement dans la préparation aux futures pandémies. Dans les semaines suivant cette réunion au sommet, l'Argentine fut le premier pays à instaurer une politique refusant l'accès aux documents administratif et à l'éducation, aux non-vaccinés. En décembre, le conseil de l'Europe vota une recommandation à l'union sur la vaccination avec l'objectif de vacciner tous les citoyens, tout au long de la vie et de lancer un programme de passeports vaccinaux à l'échelle européenne.

Début 2019, ce plan mondial de la vaccination (voir l'article « la prophétie Nexus »), et de la mise en place d'un agenda de contrôle par une surveillance à l'échelle planétaire, sous prétexte d'une urgence sanitaire, était déjà palpable .

L'on pouvait identifier des narratifs communs à tous les pays, alors qu'ils étaient clairement déconnectés de la situation épidémiologique locale. L'on retrouvait aussi les mêmes « incidents », les même phrases dans la bouche des politiques – « il est inacceptable de mourir de la rougeole » – et des propositions de lois identiques étaient votées partout, en même temps. L'on a donc assisté aux répétitions du chœur international de guignols (les chefs d'état) que la pandémie a offert au monde avec des slogans comme « aplatir la courbe », « tous ensemble », « la nouvelle norme » et « Build back better ».



Le chœur des guignols de Davos

2019, mise en place de l'agenda de la pandémie et du nouvel ordre mondial

Si, comme le prétendent aujourd'hui certains scientifiques, le virus de la

pandémie était déjà en circulation dès mars 2019 (partons de l'hypothèse qu'il existe ou que son existence ait été déclarée à divers niveaux décisionnels), il a bien pu servir à accélérer la mise en place d'une série d'instruments ayant pour objectif d'opérer une prise de contrôle mondial au profit de l'élite de Davos.

[NDLR L'existence de virus pathogènes, dont celle d'un supposé SRAS-CoV-2 est de plus en plus contestée par de véritables scientifiques non inféodés à Big Pharma, dont l'équipe allemande autour du professeur Stefan Lanka.
Voir le dossier Vaccins et virus.]

En juillet, l'ONU a signé un accord de coopération avec le Forum économique mondial sur la mise en place de l'agenda 2030. Cet acte constitue d'une certaine manière un aveu du fait que les chefs d'état de la planète se considèrent au service des milliardaires, plutôt qu'à celui du peuple qu'ils représentent.

A côté de cette étape politique, le 22 août, lors de la réunion annuelle des banques centrales à Jacksonhole, Blackrock a présenté le programme de réforme économique qui serait mis en oeuvre sous couvert de réponse à la pandémie. Cette opération (ea. ruiner l'économie, siphonner la trésorerie des gouvernements, imposer des emprunts exorbitants et opérer un gigantesque transfert de la manne publique aux mains des privés) a connu un coup d'accélérateur, en mars 2020, le jour de la déclaration de la crise sanitaire par le directeur de l'OMS.

Au mois d'octobre a eu lieu la grande répétition générale nommée Event 201, permettant aux différents acteurs de cette offensive en partenariat public et privé d'accorder leurs violons.

L'on pourrait encore citer toute une série d'éléments pour compléter ce tableau. Tout indique qu'en réalité, d'une certaine manière, une forme de gouvernance mondiale était déjà là. Sinon comment expliquer que 190 pays aient abandonné leurs programmes nationaux de réponse aux urgences sanitaires, pour adopter en l'espace de quelques jours un discours et des politiques identiques et inédites?

Le gouvernement mondial est déjà là, mais il cherche à se légitimer

Progressivement, l'on voit les différentes pièces du puzzle s'assembler. Dans le monde occidental, tout le monopole de la richesse est concentrée dans trois grands groupes d'investissements : Blackrock, Vanguard et State Street. A elles seules, ces compagnies et leurs principaux actionnaires peuvent imposer des politiques de gouvernance à tout le système économique, tant dans le secteur public que privé.

L'agenda durable et les politiques du FEM sont adoptées par les banques centrales et imposées aux gouvernements, parfois via l'adoption des politiques globales européennes, mais aussi dans des accords bilatéraux directs. Exit la volonté du peuple.

Petit à petit ce pouvoir invisible se dévoile, ou du moins ses exécutants. D'ailleurs, Klaus Schwab ne craint plus de se vanter publiquement d'avoir infiltré les cabinets de la majorité des gouvernements.

L'on imagine à quel point cela doit être frustrant de se dire que l'on possède tout un royaume, mais que l'on ne peut y faire exécuter sa volonté de manière directe. Il semble pourtant logique qu'une mafia mondiale aspire à se reposer en installant un système de gouvernance par la technologie, avec la possibilité constante d'en modifier les règles dans un mode de gouvernance « agile ». (c'est à dire, basé sur la persuasion qu'il existe des données « objectives » censées justifier tous les caprices de l'élite).

Le nouvel ordre mondial cherche à se rendre visible et à se légitimer, en utilisant l'urgence sanitaire pour créer un bureau de décision central et supranational au sein de l'OMS. Ces efforts se déroulent sur deux voies parallèles: la révision du Règlement sanitaire international et la négociation d'un « traité pandémies ».

[Pour soutenir Senta Depuydt,
voir sur son site]